

Communauté de communes



Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare  
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81

✉ : [communaute@loreedelabrie.fr](mailto:communaute@loreedelabrie.fr)

**Convention de mise en place d'un service commun entre la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, la commune de Brie-Comte-Robert, la commune de Servon, la commune de Varennes-Jarcy et la commune de Chevry-Cossigny pour l'instruction des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol**  
**Article L 5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales**  
**Avenant n°1**

**Entre :**

La Communauté de communes de l'Orée de la Brie représentée par son Président, Monsieur Jean LAVIOLETTE, dûment habilité par la délibération N° 10-2014 en date du 12 avril 2014.

Ci-après désignée la CCOB,

**Et :**

La commune de Brie-Comte-Robert représentée par son Conseiller municipal délégué à l'urbanisme, Monsieur Luc SAUVIGNON, dûment habilité par la délibération n° ..... en date du .....

Ci-après désignée la commune de Brie-Comte-Robert,

**Et :**

La commune de Servon représentée par son Maire, Monsieur Marcel VILLÇA, dûment habilité par la délibération n° ..... en date du .....

Ci-après désignée la commune de Servon,

**Et :**

La commune de Varennes-Jarcy représentée par son Maire, Monsieur Jean-Marc JUBAULT, dûment habilité par la délibération n° ..... en date du .....

Ci-après désignée la commune de Varennes-Jarcy,

**Et :**

La commune de Chevry-Cossigny, représentée par son Maire, Monsieur Franck GHIRARDELLO, dûment habilité par la délibération n° ..... en date du .....

Ci-après désignée la commune de Chevry-Cossigny,

**Préambule :**

Le service commun constitue un outil juridique de mutualisation permettant de regrouper les services et équipements d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale et de ses communes membres, de mettre en commun des moyens afin de favoriser l'exercice des missions de ces structures contractantes et de rationaliser les moyens mis en œuvre pour l'accomplissement de leurs missions.

En l'espèce, le service commun intervient dans le domaine suivant :

**Application du droit des sols avec pour mission première l'instruction des autorisations et actes d'urbanisme.**

Cette mutualisation a vocation, notamment, à pallier au désengagement de l'Etat quant à son soutien technique aux collectivités territoriales dans l'instruction de leurs dossiers en matière de demande d'autorisation d'urbanisme.

Dans ce contexte et dans le cadre du schéma de mutualisation adopté par la Communauté de communes de l'Orée de la Brie (CCOB), il a été proposé de se saisir des formes de mutualisation qui sont offertes dans le cadre de la loi du 16 décembre 2010 pour mettre en place un service commun, tel que prévu à l'article L 5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, entre la CCOB et les communes de Brie-Comte-Robert, de Servon et de Varennes-Jarcy en regroupant une partie des moyens humains et techniques affectés par ces entités à une même mission.

La commune de Chevry-Cossigny ayant exprimé la volonté d'intégrer le service commun susmentionné, il convient de modifier la convention par voie d'avenant afin de prendre en considération le nouveau périmètre du service.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les avis des CT, CTP, .....

Vu l'avis de la CAP,

Considérant qu'il convient de modifier le périmètre de la convention annexée au présent avenant,

**Les parties ont donc convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : L'article 1 « Objet » est modifié comme suit :**

La présente convention a pour objet de constituer un service commun en matière d'instruction des actes liés à l'application du droit des sols entre la CCOB et les communes de Brie-Comte-Robert, Servon , Varennes-Jarcy et Chevry-Cossigny sur le fondement de l'article L 5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dans les conditions ci-après définies.

La présente convention ne modifie en rien les prérogatives des Maires des communes bénéficiaires. Il est, par ailleurs, rappelé que, conformément aux dispositions législatives en vigueur en matière d'urbanisme, les communes restent seules compétentes en matière d'élaboration des PLU.

Un comité de pilotage, formé des élus en charge de l'urbanisme, des Directeurs Généraux des Services des communes et de la CCOB, de la Directrice des Ressources Humaines de la commune de Brie-Comte-Robert, de la Gestionnaire Carrières de la CCOB et de la responsable du service commun, est mis en place afin de suivre l'activité du service.

### **ARTICLE 2 : L'article 3 « Modalités de fonctionnement » est modifié comme suit :**

Le service commun est géré par la CCOB.

Le service commun exercera ses missions dans les locaux du service urbanisme de la commune de Brie-Comte-Robert, 2 rue de Verdun (77170).

La présente convention ne modifie en rien le fonctionnement actuel du service urbanisme de la commune de Brie-Comte-Robert qui assure déjà les missions confiées au service commun.

#### **➤ Accueil et dépôt de la demande**

L'accueil de la population se fait dans chacune des communes. Le service instructeur pourra recevoir les pétitionnaires au sujet de leurs dossiers.

Le traitement du dépôt de la demande est assuré par chacune des communes.

Il s'agit de :

- La réception de la demande.
- La vérification que le dossier est intégralement rempli, daté et signé par le pétitionnaire et remis en nombre suffisant d'exemplaires selon le besoin.
- Affectation d'un numéro d'enregistrement et délivrance d'un récépissé au pétitionnaire dès réception de la demande.
- Affichage en mairie d'un avis du dépôt de la demande de permis ou de la déclaration dans les délais réglementaires.

#### **➤ Phase de l'instruction**

L'instruction est assurée par le service commun en lien avec les élus des communes concernées.

## ▪ Navettes

Les documents sont transmis du service commun vers les communes et des communes vers le service commun par un service de navette assuré par les communes de Varennes-Jarcy, Servon et de Chevry-Cossigny, chacune pour ce qui la concerne, deux fois par semaine.

Les dossiers sont transmis par la navette au service commun sous un délai maximum de trois (3) jours calendaires à compter de leur dépôt en mairie. Il en est de même des pièces complémentaires, dans l'hypothèse où celles-ci ne seraient pas directement transmises au service commun ; chacune des communes conservant un exemplaire du dossier transmis pour instruction.

## ▪ Instruction

Le service commun :

- Détermine le délai d'instruction au vu des consultations restant à lancer.
- Vérifie le caractère complet du dossier. Si le dossier justifie d'un délai d'instruction supérieur au délai de droit commun ou se révèle incomplet, le service commun rédige et met à la signature du Maire, soit une notification de pièces manquantes, soit une majoration ou prolongation du délai, soit les deux.
- Procède aux notifications de la liste des pièces manquantes et à la notification des majorations ou prolongations du délai d'instruction.
- Procède à l'examen technique du dossier, notamment au regard des règles d'urbanisme applicables au terrain considéré, consulte les personnes publiques, services ou commissions concernés.
- Accueille les demandeurs d'autorisation en fonction des besoins.
- Crée et gère un tableau de suivi des demandes et décision et le transmet hebdomadairement aux communes.

### ➤ Signature des documents et notifications des décisions

Pour les documents de la commune de Varennes-Jarcy et de Chevry-Cossigny, leur signature s'effectuera dans les locaux du service commun ; soit à Brie-Comte-Robert.

Pour les documents de la commune de Servon, leur signature s'effectuera en mairie de Servon.

### ➤ Transmission en Préfecture

Les dossiers sont transmis en Préfecture par chacune des communes.

### ➤ Affichage

L'affichage est assuré par chacune des communes.

### ➤ Phase de décision:

En cas de volonté d'une commune d'opposer une décision différente de celle découlant des règlements et proposée par le service instructeur, l' élu en informera par écrit (mail) l'agent instructeur avec copie à la responsable de service.

A défaut, la demande de la commune ne saurait être prise en considération.

Par ailleurs, dans l'éventualité d'une telle décision, le service commun n'instruira aucune évolution (modifications, transfert,...), ni récolement pour ces demandes qui relèveront exclusivement de la commune.

Le service commun :

- Rédige un projet de décision tenant compte du projet déposé, de l'ensemble des règles d'urbanisme applicables et des avis recueillis.
- Notifie aux pétitionnaires.
- Gère les DOC, DAACT, attestation de non opposition à la conformité.
- Accompagne et assiste l'agent assermenté de la commune pour le contrôle de la conformité à l'issue des travaux, aide à la rédaction des procès-verbaux et prépare les arrêtés interruptifs de travaux.

A la demande du Maire d'une commune, le service commun peut lui apporter, le cas échant, et seulement en cas de recours gracieux, les informations et explications nécessaires sur les motifs l'ayant amené à établir sa proposition de décision.

Toutefois, le service commun n'est pas tenu à ce concours lorsque la décision contestée est différente de la proposition faite par lui.

➤ Archivage

Le service commun conserve les archives de la commune de Brie-Comte-Robert.

Le service commun conserve les dossiers de la commune de Varennes-Jarcy et de Chevry-Cossigny jusqu'à épuisement du délai de recours (ils sont ensuite renvoyés par la navette).

Pour la commune de Servon, l'archivage est assuré directement par la commune.

Il est entendu que les dossiers les plus importants seront examinés par les commissions municipales concernées.

Il est entendu que chaque commune s'engage à communiquer au service commun l'ensemble des éléments (papiers et informatiques), comme le PLU, permettant au service de travailler efficacement et de manière optimale ; il conviendra de fournir deux (2) exemplaires papiers minimum, les parapheurs, la Marianne, les enveloppes et le papier en-tête.

Les services des communes peuvent bénéficier en cas de nécessité d'une assistance technique et juridique de la part du service commun.

**ARTICLE 3 : L'article 5 « Situation des agents » est modifié comme suit :**

Le service urbanisme de la commune de Brie-Comte-Robert fonctionne aujourd'hui avec deux agents à temps complet dont une responsable de service.

Il est convenu que la responsable du service urbanisme de la commune de Brie-Comte-Robert sera la responsable du service commun et sera donc mise à disposition de celui-ci pour 75 % de son temps de travail.

Le deuxième agent de la commune de Brie-Comte-Robert sera mis à disposition du service commun pour 90 % de son temps de travail.

La CCOB recrute un troisième agent à temps complet nécessaire au fonctionnement du service commun. Par ailleurs, pour assurer un fonctionnement optimal du service, l'agent du service urbanisme de la commune de Chevry-Cossigny est transféré à la Communauté de communes pour intégrer le service commun à temps complet.

**ARTICLE 4 : L'article 6 « Dispositions financières » est modifié comme suit :**

Les frais de fonctionnement du service (frais administratifs, frais d'affranchissement, utilisation du véhicule<sup>1</sup>,...) feront l'objet d'une avance par la commune de Brie-Comte-Robert et la CCOB.

Le remboursement des frais de fonctionnement du service commun s'effectue sur la base d'un coût annuel de fonctionnement multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement, pour chaque commune.

Le coût annuel comprend les charges liées au fonctionnement du service, en particulier les charges de personnel, les flux, les fournitures, le coût de renouvellement des biens, les contrats de services rattachés,...

---

<sup>1</sup> Véhicule de service de la commune de Brie-Comte-Robert

Coût annuel prévisionnel du service :

Coût du service supporté par la commune de Brie-Comte-Robert (du 01/01/2018 au 31/12/2018) :

- Charges de personnel : 76 956 €
- Fournitures : 1 942 €
- Coût de renouvellement des biens : 3 434 €
- Contrat de services : 1 802 €
- Fluides / nettoyage : 3 302 €

**Soit un total de 87 436 €.**

Coût du service supporté par la Communauté de communes (du 01/01/2018 au 31/12/2018) :

- Charges de personnel : 56 838 €
- Revue spécialisée : Elnet services Constructions et Urbanismes : 2 057 €

**Soit un total de 58 895 €.**

L'unité de fonctionnement est calculée sur la base d'une cotation à l'acte :

Types d'actes	Nombre d'unités de fonctionnement
Permis de construire et modificatif	4
Permis d'aménager et modificatif	4
Permis de construire maison individuelle et modificatif	3
Certificats d'urbanisme opérationnel	1
Certificat d'urbanisme de simple information	0,5
Déclaration préalable maison individuelle	1
Déclaration préalable autres travaux	2
Déclaration préalable lotissement	2
Transfert	1
Demande de retrait gracieux	0,5
DIA	0,5
Demande de certificat communal	0,5
Réponse aux notaires	0,5

La cotation des actes pourra être révisée six (6) mois après l'entrée en vigueur de la présente convention.

Le remboursement s'effectuera sur la base d'un état annuel indiquant la liste des recours au service convertis en unités de fonctionnement.

Le coût du service sera divisé par le nombre d'actes par commune converti en unités de fonctionnement.

Le remboursement intervient une (1) fois par an.

Le coût du service sera porté à la connaissance des communes chaque année, dans la mesure du possible avant l'adoption du budget.

Pour l'année de signature de la présente convention, le coût prévisionnel du service sera ajusté en fin d'année au moment de la transmission de l'état annuel de l'utilisation du service par les communes.

- Si un dossier nécessitait d'avoir recours à une assistance juridique extérieure, les frais y afférents seraient pris en charge par la CCOB puis remboursés par la commune concernée.
- Les dépenses nouvelles et pérennes seront réparties par avenant à la présente convention.

**ARTICLE 5 : L'article 8 « Entrée en vigueur, durée et renouvellement » est modifié comme suit :**

Le présent avenant entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019 pour une durée indéterminée.

Il peut prendre fin de manière anticipée à la demande d'une des parties, après délibération de son organe délibérant, notifiée aux cocontractants, par voie de lettre recommandée avec accusé de réception.

La dénonciation ne pourra prendre effet qu'au 1<sup>er</sup> janvier de l'année.

**ARTICLE 6: RÈGLEMENT DES LITIGES**

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, toute voie amiable et règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Les litiges qui n'auront pu recevoir de solution amiable, seront déférés devant le Tribunal administratif de Melun.

Fait à ....., le ..... en 5 exemplaires.

Pour la Communauté de communes de l'Orée de la Brie  
Son Président,  
**Jean LAVIOLETTE**

Pour la commune de Brie-Comte-Robert  
Son Maire ou représentant,  
**Luc SAUVIGNON**

Pour la commune de Servon  
Son Maire,  
**Marcel VILLAÇA**

Pour la commune de Varennes-Jarcy  
Son Maire,  
**Jean-Marc JUBAULT**

Pour la commune de Chevry-Cossigny  
Son Maire,  
**Franck GHIRARDELLO**